



initiatives qui sont prises, mais je reste en attente d'une meilleure réponse des Etats membres en ce qui concerne l'échange des informations entre services policiers et services de renseignement et entre services policiers et de renseignement sur un plan national.

**GB : Les Etats sont trop Frileux ?**

JCJ : Non, ils ne sont pas trop frileux, mais ils ne sont pas encore habitués à la nécessité évidente qu'il y a de mieux échanger les informations.

**GB : Est-ce que la libre circulation à l'intérieur des frontières n'est pas devenu un luxe que l'Europe ne peut plus se permettre ?**

JCJ : Non ce n'est pas un luxe, c'est une des quatre libertés fondamentales du traité de Rome.

**GB : Mais rien n'est intangible**

JCJ : Si mais c'est un principe intangible. Si on fait l'Europe, on la fait pour ceux qui en sont les citoyens. Si les citoyens de l'Europe ne peuvent plus voyager librement, ne peuvent plus choisir l'endroit où ils aimeraient travailler, l'Europe aura changé de nature donc il faudra se mettre au travers de la route de ceux qui voudraient, via l'abolition du principe de libre circulation des personnes, mettre à mal l'Europe pour la voir disparaître.

**GB : Parlons Brexit si vous le voulez bien. Le nouveau Ministre anglais des affaires étrangères Boris Johnson avait comparé l'Europe et ses dirigeants à Hitler, l'avez vous rencontré ?**

JCJ : Non je ne l'ai pas rencontré mais j'aimerais le rencontrer pour qu'il se rende compte du fait qu'entre Hitler et moi il y a plus que des nuances.

**GB : Vous aviez dit juste après le vote du Brexit, cela n'a aucun sens d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour entamer les négociations, or on sait déjà qu'elles ne commenceront pas avant la fin de l'année. Est-ce que vous avez une date limite ?**

JCJ : Non je n'ai pas de date limite puisque l'article 50 du traité qui balise la route vers la sortie ne peut être activé que par le seul Royaume Uni, puisque la Commission ou les autres Etats Membres ne peuvent pas l'activer. J'aurais voulu que le Royaume Uni nous présente sa lettre de démission, si vous me permettez l'expression, le plus rapidement possible parce que j'avais pensé que les Britanniques, surtout ceux qui voulaient quitter l'Union européenne, se seraient préparés à cette éventualité. Or, tel n'est pas le cas, le gouvernement britannique a besoin de plusieurs mois pour pouvoir affiner sa position.

**GB : Donc en gros, l'Angleterre fait ce qu'elle veut ?**

JCJ : Non, enfin elle fait ce qu'elle veut dans le cadre des possibilités que lui offrent le traité. Nos amis britanniques savent qu'il n'y aura pas négociations avant la notification de leur lettre d'adieu.

**GB : Pas d'accès au marché européen pour les biens et services anglais si la Grande Bretagne n'accepte pas la libre circulation, c'est ce qu'a dit François Hollande, est-ce que vous êtes d'accord avec cette ligne relativement dure ?**

JCJ : Non ce n'est pas une ligne relativement dure, c'est le bon sens. Cela reflète la philosophie même du projet européen. Le lendemain du Brexit, j'avais dit, ensemble avec les Présidents Tusk du Conseil européen et Schultz du Parlement européen, que telle serait la position européenne : pas d'accès au marché intérieur si on n'accepte pas toutes les règles, et sans exception et sans nuances, qui sont le propre du système du marché intérieur.

**GB : On voit bien que L'Europe est en panne et les responsables européens sempiternellement nous annoncent de nouvelles initiatives qu'on ne voit jamais venir vraiment ? Que faut-il faire qui parle vraiment au citoyen européen pour relancer l'Europe ?**

JCJ : Il faut parler de ce qui fonctionne au lieu de ne parler que de ce qui fonctionne pas. Moi je suis pour une approche réaliste des choses, il n'y aura pas de changement de traité et pas de grande nouvelle initiative, mais il faudra que nous construisions sur base des éléments de politiques qui fonctionnent. Prenez par exemple le plan d'investissement le plan dit Juncker. Nous avons mobilisé jusqu'à ce jour 130 milliards d'investissement dont 38 en France. On ne peut pas dire que rien ne se passe. L'Europe était, au début de mon mandat, en panne d'investissements nous y avons remédié en lançant ce plan. C'est un plan auquel participe la quasi totalité des Etats membres il faudra que nous doublions les enveloppes dédiées à ce plan.

**GB : Après la répression qui a suivi le coup d'Etat en Turquie, n'est-il pas temps de dire ce que tout le monde ressent, c'est à dire d'arrêter les négociations avec la Turquie et de dire que la Turquie n'entrera pas dans l'Europe ?**

JCJ : Je crois que la Turquie, dans l'état où elle se trouve, n'est pas en situation de pouvoir adhérer sous peu, ni d'ailleurs sur une plus longue période.

**GB : Mais alors pourquoi continuer les négociations ?**

JCJ : Mais parce que nos décisions sont ainsi faites que nous nous trouvons dans un processus de négociations avec la Turquie. Nous aborderons bientôt, si nous le faisons, le chapitre consacré à la justice, à la liberté d'expression, à la liberté d'opinion. Je crois qu'il serait utile que nous poursuivions ce débat avec la Turquie, mais si la Turquie demain matin devait réintroduire la peine de mort, nous arrêterions immédiatement les négociations parce qu'un pays qui dispose dans son arsenal législatif de la peine de mort n'a pas sa place au sein de l'Union européenne.

**GB : On a le sentiment que les aspirations populistes ou autoritaires commencent à encercler l'Europe, alors la Russie, la Turquie et maintenant à l'ouest avec Donald Trump qui pourrait devenir président des Etats Unis. Que dit le chef de l'Europe aux Américains dans la perspective de ces élections?**

JCJ : Je dis d'abord aux Européens qu'il faudra que nous luttons contre les populismes ambiants et ambulants que nous constatons sur le territoire de l'Union européenne.

**GB : Est-ce que vous dites clairement aux Américains de ne pas élire Donald Trump ?**

JCJ : Qui suis-je pour pouvoir intervenir et interférer dans un débat démocratique américain. J'ai une préférence pour un autre candidat ou devrais-je dire candidate. Mais il ne ressort pas du cadre de mes compétences.

**GB : Mais enfin vous avez cette préférence vous le dites vous même ?**

JCJ : Non, j'ai été imprudent à répondre à votre question.

**GB : Dernière question, réponse très courte si vous le voulez bien, votre prédécesseur, l'ancien président de la Commission José Manuel Barroso, va aller travailler pour la Banque d'affaires Goldman Sachs, qu'est ce que ça vous inspire, ça vous choque ?**

JCJ : Je ne peux que redire ce que j'ai dit. Monsieur Barroso a respecté toutes les procédures qui sont prévues.

**GB : Mais est-ce que ça vous choque ?**

JCJ : Je ne l'aurais pas fait.

**GB : Merci beaucoup**

JCJ : Merci à vous.